

L'eau dans les documents d'urbanisme

compatibilité avec le SAGE Sèvre Niortaise et Marais Poitevin (SNMP)

Les documents d'urbanisme – schémas de cohérence territoriale (SCOT), plans locaux d'urbanisme (PLU), cartes communales - doivent être compatibles avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (articles [L.122-1-12](#), [L.123-1-9](#) et [L.124-2](#) du code de l'urbanisme).

Parallèlement, l'article [L.212-5-2](#) du code de l'environnement précise que les décisions applicables dans le périmètre défini par le schéma prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau dans les conditions et délais qu'il précise.

De plus, le même article stipule que lorsque le schéma a été approuvé et publié, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article [L. 214-2](#). Le règlement s'impose donc dans une notion de conformité.

Issue de la doctrine et de la jurisprudence, l'obligation de compatibilité se distingue de celle de conformité. L'obligation de conformité interdit toute différence entre le document de nature supérieure avec celui de nature subordonnée. L'obligation de compatibilité – qui va au-delà d'une prise en compte – est beaucoup plus souple. Elle implique seulement qu'il n'y ait pas de contradiction majeure entre un document de nature supérieure avec celui de nature subordonnée.

Le rapport de compatibilité entre les documents d'urbanisme et le SDAGE vise à :

- Supprimer les risques de contradiction entre les contenus des documents d'urbanisme et le contenu du SDAGE (objectifs, orientations, dispositions et zonages) ;
- Inscrire la réglementation applicable localement à l'utilisation des sols, dans le respect des orientations et objectifs de la planification liée à l'eau ;
- Et, si possible, favoriser par la réglementation locale de l'occupation des sols, la réalisation des objectifs relatifs à la gestion qualitative et quantitative et à la protection de la ressource en eau

Cette note présente la synthèse des éléments qui doivent être pris en compte lors de l'élaboration du projet de territoire et à rattacher au porter à connaissance ; En effet, l'article [L.121-2](#) du Code de l'urbanisme précise que le préfet porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme.

Ces informations sont ([R. 121-1](#) du Code de l'urbanisme) notamment les dispositions particulières applicables au territoire concerné, les directives territoriales d'aménagement, les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral figurant aux chapitres V et VI du titre IV du présent livre, les servitudes d'utilité publique ainsi que les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national au sens de l'article L. 121-9. Il fournit également les études techniques dont dispose l'Etat en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Pour connaître l'intégralité de toutes les dispositions, se reporter au SAGE du bassin SNMP consultable sur le site <http://gesteau.oieau.fr/>.

Cliquez pour voir [la délimitation des SAGE sur le département de la Vienne](#) et [l'arrêté préfectoral de délimitation du périmètre du SAGE SNMP](#)

Attention : ce document s'adresse uniquement aux deux communes concernées par le SAGE SNMP dans le département de la Vienne (Rouillé et Saint-Sauvant).

■ RESSOURCE EN EAU

Données :

- Dispositions 6C-1, 6C-2, 7E-1, 7E-2 et 7F-1.

Objectif :

Garantir la prise en compte de la disponibilité de la ressource et sa préservation en justifiant que les perspectives de développement et les principes d'urbanisation sont en adéquation avec les points suivants :

- L'établissement d'un inventaire par les communes dans un délai de 5 ans des forages et puits assurant un prélèvement inférieur ou égal à 1000 m³ d'eau par an, dans le cadre des déclarations prévues par l'article L. 2224-9 du code général des collectivités territoriales.
- Les collectivités ou leurs groupements en charge d'un service de production d'eau potable doivent prendre en compte ces inventaires dans les études hydrogéologiques préalables à l'établissement ou à l'actualisation des périmètres de protection de captages, dès lors que les puits et forages sont implantés dans les aires d'alimentation desdits captages, afin d'adapter en conséquence la réglementation applicable lorsque la protection du captage l'exige.
- Chaque collectivité ou groupement responsable d'un service public d'eau potable rend compte du rendement primaire de son réseau d'adduction d'eau, dans le cadre de son rapport annuel du service public d'eau potable.
- La collectivité doit poursuivre :
 - L'identification précise des fuites et des points noirs des réseaux d'adduction d'eau potable jusqu'au point de livraison à l'utilisateur ;
 - L'identification par les distributeurs des volumes non comptabilisés : purges réseaux, essais incendies ;
 - La résorption des fuites identifiées, par un entretien régulier des réseaux et un remplacement des canalisations défectueuses.
- Chaque collectivité ou groupement responsable d'un service public d'eau potable identifie les volumes annuels d'eau affectés à des usages économiques, supérieurs à 500 m³/an. Ces données sont insérées dans le rapport annuel du service public d'eau potable.

■ EAUX USEES

Données :

- Dispositions 3A-1, 3A-2, 3D-1, 3D2, 3D-3 et 7F-2.

Objectif :

Garantir la protection de la ressource en eau en justifiant que les perspectives de développement, les principes d'assainissement et le dimensionnement des ouvrages proposés sont en adéquation avec les points suivants :

- La réalisation par les collectivités et leurs regroupements compétents en matière d'assainissement dans un délai de 5 ans :
 - La mise en place d'un plan de contrôle des branchements neufs et anciens, permettant d'assurer le contrôle de l'ensemble des branchements,
 - l'établissement d'un plan de mise en conformité de l'ensemble des branchements, permettant d'assurer le raccordement effectif de tous les immeubles légalement raccordables conformément aux dispositions des articles L. 1331-1 et suivants du code de la santé publique, en utilisant notamment le cas échéant les sanctions de l'article L. 1331-6 du code de la santé publique,
 - l'intégration du bilan (comprenant les indicateurs appropriés) de ces deux plans dans le rapport annuel du service public d'assainissement,
 - l'aménagement des déversoirs d'orage et des by-pass des stations d'épuration par l'adjonction de bassins tampons, lorsque les surverses ne permettent pas d'assurer l'objectif de qualité,
 - l'aménagement des ouvrages pour supprimer les déversements d'effluents bruts d'une fréquence plus que mensuelle,
 - la mise en place d'une télésurveillance sur les unités de refoulement collectant une pollution supérieure à 200 EH, de dispositifs d'évaluation ou de comptage sur les ouvrages de trop plein (déversoirs d'orage).
- Le taux de saturation des outils d'assainissement ne vienne pas à dépasser, dans le cadre de leur fonctionnement normal, les seuils pour lesquels ils ont été construits.
- Les zonages d'assainissement collectif et non collectif sont approuvés sur l'ensemble du bassin versant dans un délai de 5 ans.
- Dans les aires d'alimentation des captages en eau potable et d'alimentation des plans d'eau de baignade, sur les bassins des cours d'eau de 1^{ère} catégorie piscicole, et dans les communes ayant une note supérieure ou égale à 10 sur la carte « assainissement autonome » de l'étude de hiérarchisation des pollutions bactériologiques, il est recommandé dans un délai de 5 ans :
 - La réalisation d'un inventaire de la conformité des installations d'assainissement non collectif, de préférence en marge de la réalisation des zonages d'assainissement visé sous l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales. Cet état des lieux identifie les « points noirs » dont la non-conformité réglementaire est de nature à impacter la qualité des milieux naturels aquatiques ;
 - La mise en œuvre de campagnes de réhabilitation des installations « non conformes », en priorité sur les « points noirs » ;

- La mise en œuvre de campagnes de communication et de sensibilisation auprès des usagers du service public d'assainissement non collectif.
- L'interdiction de mettre en place de tout assainissement non collectif non conforme ou qui n'aurait pas dûment été préalablement autorisé.
- Chaque collectivité ou groupement responsable d'un service public d'assainissement régularise ou actualise toutes les autorisations de rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement dont elle assure la responsabilité, si nécessaire moyennant convention de raccordement définissant les droits et les engagements de chaque partie.

■ EAUX PLUVIALES

Données :

- Dispositions 3B-1, 3B-2, 3B-4, 3B-5, 3B-6, 3B-7 et 7D-2.

Objectifs :

Garantir la protection des milieux naturels et des activités anthropiques en justifiant que les perspectives de développement, les principes de gestion des ruissellements et des eaux pluviales, et le dimensionnement des ouvrages proposés sont en adéquation avec les points suivants :

- La gestion des eaux pluviales fait l'objet d'une réflexion par priorité à la source, intégrant la maîtrise des écoulements des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle, puis du quartier, puis du petit bassin versant ou de la commune.
- Les SCOT déterminent les orientations privilégiant le recours aux techniques alternatives de gestion listées en 3B-7. Ils peuvent intégrer un ou plusieurs schémas directeurs de gestion des eaux pluviales, à l'échelle de chacun des versants intéressés (cf. 3B-6).
- Les PLU (règlement écrit et cartographique) incluent systématiquement le recours aux techniques alternatives de gestion listées en 3B-7, notamment par l'instauration :
 - D'emplacements réservés pour les ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts susceptibles de participer à une amélioration de la gestion des eaux pluviales,
 - D'une limitation de l'imperméabilisation des sols et des rejets à l'échelle de la parcelle, avec des mesures de compensation par infiltration et/ou stockage à la parcelle.
- Les zonages de gestion des eaux pluviales, conformes à l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités territoriales, sont établis dans un délai de 3 ans pour les communes dotées de plus de 3500 habitants. Ils peuvent le cas échéant être intégrés aux PLU lorsqu'ils existent.
- Les règlements de service d'assainissement sont révisés le cas échéant, afin de :
 - Limiter strictement les conditions de déversement des eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement, notamment lorsqu'il s'agit de réseau unitaire ;

- Rendre obligatoire la généralisation de mesures compensatoires pour les parcelles urbanisées dont l'imperméabilisation est supérieure à 0,5 ha.
- La recommandation de réaliser des schémas directeurs eaux pluviales de préférence à l'échelle de petits bassins versants ou à défaut à l'échelle intercommunale.
- Le recours aux techniques alternatives suivantes :
 - Micro-stockages à la parcelle, en toiture ou sur le terrain,
 - Biofiltration : fossés, noues, bandes végétalisées, zones humides,
 - Chaussées poreuses et à structure réservoir,
 - Bassins, tranchées et points d'infiltration,
 - Bassins de retenue, de décantation.
- Les communes dotées de PLU intègrent dans leur règlement des aménagements obligatoires de dispositif de stockage et de réutilisation des eaux pluviales, notamment dans les opérations groupées d'aménagement (ZAC, lotissement, etc.).

■ MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES

Données :

- Dispositions 2F-1, 2I-3, 4G-3, 4G-4, 4G-5 et 4G-6.

Objectifs :

Garantir la préservation des milieux aquatiques et humides en justifiant que les perspectives de développement, les principes d'urbanisation sont en adéquation avec les points suivants :

- L'élaboration d'un inventaire des haies, identifiant notamment celles à vocations hydrauliques et anti-érosive doit être réalisé ou actualisé lors de l'élaboration, la modification, la révision ou la mise en compatibilité des documents locaux d'urbanisme.
- Un objectif de densité de maillage bocager pour le SCOT qui ne pourra être inférieur à 130 ml/ha pour les zones sensibles à l'érosion.
- La protection, dans le règlement écrit et cartographique du PLU, des haies à vocations hydrauliques et anti-érosive et des ripisylves existantes, notamment en les classant en tant que « espaces boisés » en application de l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme. Il peut prévoir la restauration des mêmes haies et ripisylves, dans le cadre d'« emplacements réservés ».
- Elaboration et la mise en œuvre par les communes dans un délai de 5 ans d'un plan de désherbage. Il comprend à minima :
 - L'inventaire des pratiques de la commune en matière de désherbage (surfaces enherbées et non enherbées),
 - La définition des objectifs d'entretien : zones de désherbage nécessaire avec description des exigences d'entretien, zones où le désherbage n'est pas nécessaire,

- Le classement des zones à désherber selon le niveau de risque de transfert de pollutions et choix des méthodes de désherbage associées,
 - L'enregistrement des pratiques d'entretien de l'espace communal,
 - Le bilan annuel du plan de désherbage
- La réalisation d'un inventaire communal des zones humides à une échelle d'au minimum 1/7000 avant le 31 décembre 2012. Cet inventaire a lieu à l'initiative du maire et en concertation avec l'ensemble des catégories d'usagers. Il est systématiquement porté à connaissance de la Commission Locale de l'Eau (CLE) et intégré à l'état des lieux des milieux naturels, préalable à l'élaboration ou à la révision de tout document local d'urbanisme.
 - L'établissement d'un objectif de préservation des zones humides inventoriées dans les SCOT, notamment celles présentant un intérêt environnemental particulier au sens de l'article L. 211-3 du code de l'environnement, ainsi que les zones humides dites stratégiques pour la ressource en eau et le bon état des masses d'eau visées à l'article L. 212-5-1 dudit code.
 - L'établissement, dans les PLU, d'un règlement (écrit et graphique) qui assure une préservation des zones humides inventoriées, notamment celles présentant un intérêt environnemental particulier au sens de l'article L. 211-3 du code de l'environnement, ainsi que les zones humides dites stratégiques pour la ressource en eau et le bon état des masses d'eau visées à l'article L. 212-5-1 dudit code.
 - L'acquisition foncière est recommandée, moyennant l'utilisation de la taxe départementale pour les espaces naturels sensibles (TDENS) ou par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN) ou des autres structures (syndicats d'eau potable, syndicats de rivière...).